

MINISTERE DES FINANCES ET DU BUDGET

DIRECTION DE CABINET

DIRECTION GENERALE DU BUDGET



REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE
Unité – Dignité – Travail

02 AOUT 2021

**RAPPORT D'EXECUTION BUDGETAIRE
DU DEUXIEME TRIMESTRE 2021**

MINISTERE DES FINANCES ET DU BUDGET

DIRECTION DE CABINET

DIRECTION GENERALE DU BUDGET



REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE
Unité – Dignité – Travail

RAPPORT D'EXECUTION BUDGETAIRE DU DEUXIEME TRIMESTRE 2021

La Direction Générale du Budget élabore chaque trimestre un rapport sur l'état d'exécution du budget de l'Etat en application des dispositions de l'article 36 du Décret n°19.149 portant organisation et fonctionnement du Ministère des Finances et du Budget.

Le présent rapport s'articule autour des points suivants :

- **Le contexte d'élaboration de la loi de finances 2021 ;**
- **L'exécution du budget à fin mars 2021 ;**
- **Les perspectives.**

I. CONTEXTE D'ELABORATION DE LA LOI DE FINANCES 2021

L'élaboration du budget de l'Etat pour l'exercice 2021 intervient dans un contexte extrêmement difficile marqué par la pandémie due au Covid-19, la préparation des élections présidentielles et législatives et les nombreux défis sécuritaires qui impliquent des mesures fortes et des investissements dans le domaine de la santé, de la Sécurité et de la défense du territoire.

Le budget de l'Etat pour l'exercice 2021 s'est élaboré également dans un contexte de poursuite de l'exécution d'un nouveau programme soutenu par la Facilité Elargie de Crédit (FEC) du Fonds Monétaire International (FMI). La bonne exécution de ce programme permettra au Gouvernement de bénéficier des appuis des Partenaires Techniques et Financiers (PTFs) qui exigent un renforcement de la bonne gouvernance économique et financière.

Enfin, le budget de l'Etat pour l'exercice 2021 devrait traduire le début du processus de la mise en œuvre de la Loi Organique N°18.013 du 13 juillet 2018 relative aux Lois de Finances en République Centrafricaine, à travers l'élaboration du Cadre Budgétaire à Moyen terme (CBMT) et du Cadre de dépenses à Moyen terme (CDMT) à titre expérimental.

i) L'environnement économique en 2020 et les perspectives en 2021

La pandémie du Covid-19 a un coût humain considérable et de plus en plus élevé dans le monde entier. Pour sauver des vies et permettre aux systèmes de soins de faire face à la situation, il a fallu prendre des mesures d'isolement, de confinement et de fermeture généralisée des frontières en vue de ralentir la propagation du virus. La crise sanitaire a ainsi de graves répercussions sur l'activité économique. En raison de la pandémie, l'économie mondiale devrait connaître une forte contraction de 3% en 2020, soit un recul bien plus marqué que lors de la crise financière de 2008-2009. Selon un scénario de référence fondé sur l'hypothèse d'une atténuation de la pandémie au cours du deuxième semestre de 2020 et d'un relâchement progressif des efforts d'endigement, l'économie mondiale devrait croître de 5,8% en 2021, à mesure que l'activité économique se normalisera, grâce au soutien des pouvoirs publics.

Les prévisions de croissance mondiale sont extrêmement incertaines. Les conséquences économiques dépendent des facteurs dont l'interaction est difficile à prévoir, notamment l'évolution de la pandémie, l'intensité et l'efficacité des mesures d'endigement, l'ampleur des perturbations de l'approvisionnement, les répercussions du resserrement spectaculaire des conditions financières mondiales, les mutations des schémas habituels de dépenses, les changements de comportement, les effets sur la confiance et la volatilité des cours des produits de base. De nombreux pays font face à une crise à plusieurs niveaux entre autres : choc sanitaire,

perturbations économiques internes, chute de la demande extérieure, retournement des flux de capitaux et effondrement des cours des produits de base.

Il est indispensable de prendre des mesures efficaces pour éviter de pires résultats. Ces mesures visant à atténuer la contagion et à préserver des vies humaines auront un effet néfaste à court terme sur l'activité économique, mais doivent être considérées comme un investissement important dans les secteurs de la santé et de l'économie à long terme. La priorité immédiate est de limiter les répercussions de la pandémie du Covid-19, notamment en augmentant les dépenses de santé tout en prenant des dispositions qui freinent la contagion. La politique économique devra également amortir les effets du fléchissement de l'activité sur la population, les entreprises et le système financier, réduire les séquelles persistantes d'un inévitable ralentissement prononcé et faire en sorte que la reprise économique puisse s'amorcer rapidement une fois la pandémie passée.

De nombreux pays avancés ont rapidement pris des mesures d'envergure sur le plan budgétaire. Il s'agit notamment de : l'Allemagne, l'Australie, l'Espagne, les États-Unis, la France, l'Italie, le Japon, et le Royaume-Uni.

Au plan national, les incidences économiques mondiales du Covid-19 affectera l'économie de la RCA par des canaux de transmission externes et internes. En termes de canaux de transmission externes, la demande internationale des produits d'exportation (café, coton, bois et diamant) de la RCA devrait chuter de manière significative en raison de l'effondrement de la croissance mondiale et des turbulences au sein des marchés financiers. Quant aux canaux de transmission internes, les mesures prises par le Gouvernement pour contenir la propagation du Covid-19, entre autres : la restriction des déplacements à l'intérieur du pays, l'interdiction de voyager, la fermeture des écoles, l'interdiction des rassemblements, la fermeture des frontières ralentissent l'activité économique et réduisent le niveau des recettes domestiques. Le taux de croissance du PIB réel serait de 4,0% en 2021 contre 1% en 2020 tandis que le taux d'inflation se situerait à 2,5% en 2021 en légère hausse de 1,3 point de pourcentage par rapport à 2020.

Les perspectives sont prometteuses en 2021 et sont liées au déploiement de l'administration publique sur toute l'étendue du territoire, la mise en œuvre des politiques sectorielles. La diversification de l'économie en mettant l'accent dans les domaines agricole, de technologie de communication, de transports, des travaux à haute intensité de main d'œuvre, des infrastructures et de l'énergie. Ainsi le secteur primaire ; secondaire et tertiaire sont projetés en 2021 ainsi qu'il suit:

Du côté de l'offre, la croissance du **secteur primaire** serait à 2,8% en 2021, grâce essentiellement à la reprise des activités forestières après une chute brutale au deuxième semestre de 2018, au relèvement de la production de l'agriculture de subsistance et de l'élevage. Quant aux activités extractives, elles resteraient dynamiques. La projection table sur une hausse de 25% en 2021, après un ralentissement de 0,6% en 2020.

Dans le **secteur secondaire**, l'activité devrait rester dynamique avec une hausse de 3,8% en 2021 après un ralentissement enregistré en 2020.

Les activités **du secteur tertiaire** seraient en hausse de 4,7% en 2021 en liaison avec la poursuite des investissements dans les télécommunications, le développement des infrastructures routières

et de transport, la reprise du commerce profitant des retombées du retour progressif de la paix à l'intérieur du pays et de l'effectivité de la sécurité au niveau des différents circuits d'approvisionnement.

Au niveau de la demande, le taux d'investissement global est projeté à 16,5% du PIB en 2021.

ii) Les priorités et choix stratégiques du budget 2021

Les priorités et choix stratégiques sont élaborés conformément aux orientations tirées des grandes lignes du RCPCA, les priorités sur les grands axes contenus dans le projet de société du Président de la République, Chef de l'Etat de la déclaration de la politique générale du Premier Ministre, Chef du Gouvernement et des documents de politiques sectorielles. Ils tiennent également compte des récentes situations en lien avec l'évolution du contexte économique, sécuritaire et sanitaire aussi bien au plan intérieur qu'extérieur.

Aussi, sur la base des objectifs fixés par le gouvernement, et des plans d'actions sectoriels, le projet de budget pour l'exercice 2021 met l'accent sur les grandes priorités suivantes :

- **i) le renforcement de la paix et la sécurité ;**
- **ii) l'assainissement des finances publiques, la relance et le soutien à l'activité économique ;**
- **iii) la politique et bonne gouvernance ; et**
- **iv) les affaires sociales et les actions humanitaires.**

Face aux défis majeurs auxquels le pays est confronté, la priorité sera de poursuivre le processus de renforcement des finances publiques, y compris l'amélioration des capacités de recouvrement des recettes tout en poursuivant la maîtrise des dépenses publiques, notamment celles relatives à la masse salariale et autres dépenses courantes non prioritaires et de s'inscrire dans une perspective de retour à une viabilité extérieure.

L'atteinte des objectifs recherchés à travers ces grandes priorités repose sur des choix stratégiques budgétaires appropriés.

a) En matière de mobilisation des ressources

Il s'agit notamment d'une optimisation de la mobilisation des ressources et de la rationalisation des dépenses afin de dégager des économies pour soutenir les programmes sociaux et les investissements.

L'ambition du Gouvernement demeure de renforcer d'année en année la part des dépenses financées sur nos ressources propres, ce qui constitue la seule voie de financement pérenne de notre développement.

A ce titre, l'accent sera particulièrement mis sur la lutte contre la fraude et la corruption grâce notamment au renforcement de l'organisation des régies financières pour qu'elles soient plus efficaces dans le recouvrement des impôts et autres taxes à travers un dispositif de suivi-évaluation qui s'appuie sur des indicateurs pertinents.

Le Gouvernement opte aussi pour que les propositions d'inscription des nouvelles recettes au budget de l'Etat soient accompagnées de projets de textes appropriés précisant la tarification, le champ de recouvrement et les modalités de perception.

Des actions fortes devront également être prises pour lutter contre l'incivisme fiscal au regard de faible recouvrement des recettes.

b) En matière de dépenses

Au niveau des dépenses, les choix stratégiques reposent prioritairement sur l'efficacité du système à travers une allocation des ressources d'une part et la qualité de la budgétisation pour une bonne exécution du budget d'autre part.

Ainsi, les efforts déployés à l'endroit des secteurs prioritaires tels que : l'Education nationale, la Santé, l'eau et assainissement, l'Agriculture et les Infrastructures seront maintenus afin d'assurer la production de Biens et Services de base en quantité et en qualité aux populations en générale et au plus vulnérables en particulier.

Au regard de la situation sécuritaire nationale assez particulière, un accent sera mis sur les secteurs de la défense et de la sécurité en vue d'assurer les moyens nécessaires pour faire face à cette menace.

De même, le Gouvernement continuera à redoubler d'efforts afin de limiter l'utilisation des procédures exceptionnelles de dépenses à 5% des dépenses hors salaires et, à appliquer scrupuleusement les dispositions réglementaires adopter en 2019 pour limiter les dépenses liées aux évacuations sanitaires et à la régularisation des frais de mission.

C'est à travers les différentes orientations et choix stratégiques ci-haut énumérés que les prévisions budgétaires par grandes masses de la Loi de Finances initiale 2021 ont été arrêtées.

Le tableau ci-dessous présente les grandes masses de la Loi de Finances 2021.

Tableau n° 1 : Prévion des chiffres caractéristiques de la loi de finances 2021 (en milliers de francs CFA)

Libellés	Prévisions Loi de Finances 2021
RESSOURCES TOTALES	287 505 793
Ressources propres	135 509 583
Douanes	60 462 242
Impôts	60 347 912
Trésor	14 699 429
Ressources extérieures	151 996 210
Appuis budgétaires	28 534 129
Appuis projets	123 462 081
<i>Dons projets</i>	116 732 017
<i>Emprunts projets</i>	6 730 064
CHARGES	331 254 984
Dépenses primaires	163 277 872
Personnel	71 548 844
Biens et services	42 494 098
Frais financiers	4 844 390
Transferts et subventions	44 390 540
Dépenses d'investissement	151 999 082
<i>Sur ressources propres</i>	28 537 001
<i>Sur ressources extérieures</i>	123 462 081
Dépenses de rembours. de la dette	15 978 030
Solde budgétaire	- 43 749 191

Figure n° 1 : Répartition des Ressources

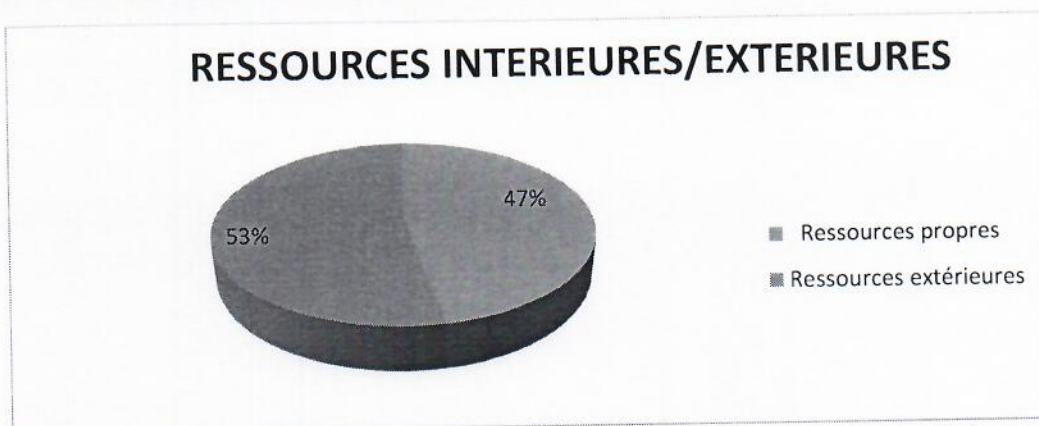
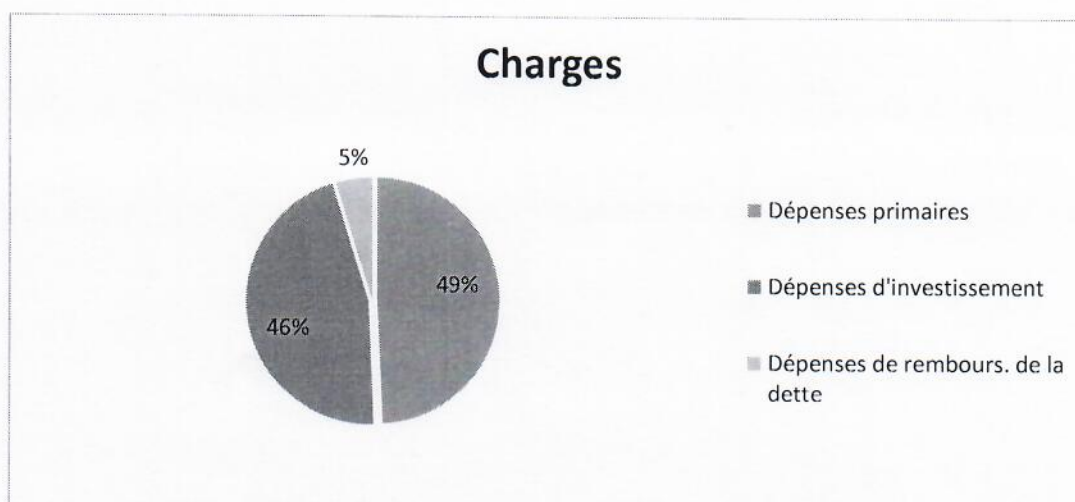


Figure n° 2 : Répartition des Charges



II. EXECUTION DU BUDGET AU PREMIER SEMESTRE 2021

L'exécution du budget de l'Etat au premier semestre 2021 s'est déroulée dans un contexte marqué par les crises sanitaire du Covid-19 et militaro-politique. Au cours de cette période, le niveau de mobilisation des ressources de l'Etat s'est établi à 111,84 milliards de francs CFA sur une prévision de 287,50 milliards de francs CFA, soit un taux de mobilisations de 38,90% ; ce qui est en deçà de la cible souhaitée. En comparaison à l'exercice précédent de la même période, une baisse de 9,44% a été observée. Cette baisse est liée aux crises sus évoquées et aussi par une faible mobilisation des ressources extérieures.

Concernant les charges, l'exécution des dépenses base engagement s'élève globalement à 115,56 milliards de francs CFA sur une prévision annuelle de 331,25 milliards de francs CFA, soit un taux d'exécution de 34,89%. Comparé à la même période de l'année dernière, une baisse de 2,06% a été constatée, expliquée par une faible exécution des dépenses d'investissement en liaison à l'instruction gouvernementale du mois de février 2021 en réponse aux difficultés de mobilisation des ressources.

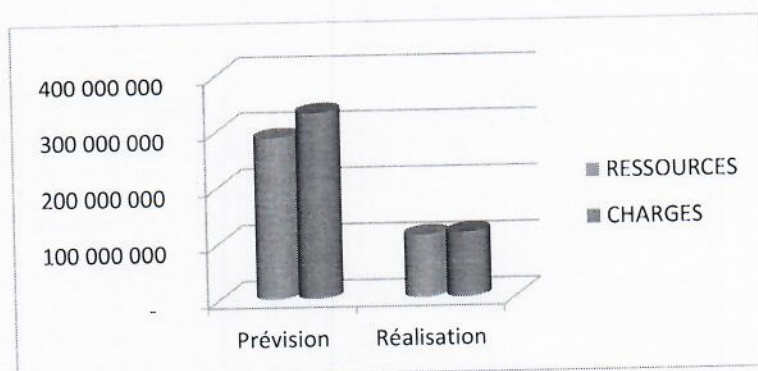
Le tableau ci-dessous présente l'état de l'exécution à fin juin 2021.

Tableau n°2 : Prévission par Grandes masses en ressources et en charges des réalisations à fin juin 2021 (en milliers de francs CFA)

	Réalisation au 1 ^{er} semestre 2020	Prévission 2021	Réalisation au 1 ^{er} trimestre 2021	Réalisation au 2 ^e trimestre 2021	Réalisation au 1 ^{er} semestre 2021	Taux de réalisation
RESSOURCES	123 500 781	287 505 793	55 358 000	56 481 276	111 839 276	38,90%
Ressources intérieures	104 230 000	135 509 583	55 358 000	46 648 000	102 006 000	75,28%
Ressources propres	60 746 000	135 509 583	27 557 000	35 583 000	63 140 000	46,59%
Douanes	25 550 000	60 462 242	10 145 000	17 673 000	27 818 000	46,01%
Impôts	26 596 000	60 347 912	13 333 000	13 535 000	26 868 000	44,52%
Trésor	8 600 000	14 699 429	4 079 000	4 375 000	8 454 000	57,51%
Emprunts	43 484 000	-	27 801 000	11 065 000	38 866 000	
<i>Bon du Trésor</i>	13 141 000	-	9 248 000	11 065 000	20 313 000	
<i>FMI et autres</i>	30 343 000	-	18 553 000		18 553 000	
Ressources extérieures	19 270 781	151 996 210	-	9 833 276	9 833 276	6,47%
Appuis budgétaires		28 534 129			-	0,00%
Appuis projets	19 270 781	123 462 081	-	9 833 276	9 833 276	7,96%
<i>Dons projets</i>	15 914 046	116 732 017		6 805 234	6 805 234	5,83%
<i>Emprunts projets</i>	3 356 735	6 730 064		3 028 042	3 028 042	44,99%
CHARGES	117 989 367	331 254 984	48 773 417	66 789 209	115 562 626	34,89%
Dépenses primaires	92 889 180	163 277 872	41 782 217	55 097 133	96 879 350	59,33%
Personnel	33 076 507	71 548 844	18 105 000	19 938 387	38 043 387	53,17%
Biens et services	28 142 105	42 494 098	12 778 453	18 875 510	31 653 963	74,49%
Frais financiers	-	4 844 390			-	0,00%
Transferts et subventions	23 291 360	44 390 540	10 898 764	16 283 236	27 182 000	61,23%
Dépenses d'investissement	33 479 395	151 999 082	6 991 200	11 692 076	18 683 276	12,29%
<i>Sur ressources propres</i>	14 208 614	28 537 001	6 991 200	1 858 800	8 850 000	31,01%
<i>Sur ressources extérieures</i>	19 270 781	123 462 081		9 833 276	9 833 276	7,96%
Dépenses de rembours. de la dette		15 978 030			-	

Sources : DGB, DGDDI, DGID, DGTCP (PLT), et DGPE (MEPC)

Figure n° 3 : Prévission et Réalisation des ressources internes et ressources externes



II.1) Situation des ressources mobilisées

L'analyse de cette rubrique est basée essentiellement sur les données collectées auprès des structures en charge de recouvrement des ressources, ainsi que les informations fournies par le Ministère de l'Economie, du Plan et de la Coopération sur les dons et emprunts programmes et projets.

II.1.1) Ressources intérieures

Les ressources intérieures pour le premier semestre 2021 se chiffrent à 102,01 milliards de francs CFA constituées de ressources propres (63,14 milliards de FCFA) et des emprunts (38,87 milliards de francs CFA) sur une prévision annuelle de 135,51 milliards de francs CFA, représentant un taux de mobilisation de 75,28%. Malgré ce taux élevé de mobilisation, il ressort une baisse de 2,13% par rapport à l'exercice de la même période de l'année antérieure.

a) Ressources propres

A fin juin 2021, les ressources propres mobilisées sont de l'ordre de 63,14 milliards de francs CFA sur une prévision annuelle de 135,51 milliards de francs CFA, soit un taux de recouvrement de 46,59%, inférieur à la cible de 50%. Toutefois, comparativement à la même période de l'exercice 2020, une hausse de 3,94% a été enregistrée en dépit du contexte difficile.

Le tableau ci-dessous présente la situation des recettes propres à fin juin 2021.

Tableau n° 3 : Situation des ressources propres à fin juin 2021 (en milliers de francs CFA).

	Réalisation au 1er semestre 2020	Prévision 2021	Réalisation au 1er trimestre 2021	Réalisation au 2e trimestre 2021	Réalisation au 1er semestre 2021	Taux de réalisation
Douanes	25 550 000	60 462 242	10 145 000	17 673 000	27 818 000	46,01%
Impôts	26 596 000	60 347 912	13 333 000	13 535 000	26 868 000	44,52%
Trésor	8 600 000	14 699 429	4 079 000	4 375 000	8 454 000	57,51%
TOTAL	60 746 000	135 509 583	27 557 000	35 583 000	63 140 000	46,59%

Sources : DGDDI, DGID, DGTCP et PLT.

L'analyse des performances par régie sur présente comme suit.

➤ La Direction Générale des Douanes et des Droits Indirects (DGDDI)

Au 30 juin 2021, sur une prévision annuelle de 60,46 milliards de francs CFA, la DGDDI a recouvré au total la somme de 27,82 milliards de francs CFA, soit un taux de recouvrement de 46,01%, ce qui est inférieur à la cible de 50% visée. Comparativement à la même période de l'exercice 2020, une hausse de 8,88% a été observée ; cela se justifie par l'implication des Experts Russes à la mobilisation des ressources douanières suite au protocole de collaboration signé le 07 avril 2021 entre le Ministère des Finances et du Budget et la Mission russe.

Il convient de souligner qu'au cours de ce semestre, le montant des exonérations accordées aux partenaires dans le cadre des différents accords se chiffre à hauteur de 27,04 milliards de francs CFA constituant un manque à gagner pour l'Etat.

Le tableau ci-dessous met en exergue la mobilisation des recettes de la DGDDI par nature économique :

Tableau n° 4 : Situation des recettes de la DGDDI à fin juin 2021 (en milliers de francs CFA).

	Réalisation au 1er semestre 2020	Prévision 2021	Total réalisation au 1er trimestre 2021	Total réalisation au 2e trimestre 2021	Total réalisation au 1er semestre 2021	Taux de réalisation
Recettes fiscales	21 363 856	52 353 214	8 784 380	15 849 146	24 633 526	47,05%
Droits de sorties	200 187	507 668	85 182	120 176	205 358	40,45%
Amendes et pénalités	236 835	382 031	64 101	141 384	205 485	53,79%
Recettes affectées	3 252 747	6 393 559	1 072 780	1 359 054	2 431 834	38,04%
Autres recettes	496 375	825 770	138 557	203 240	341 797	41,39%
TOTAL	25 550 000	60 462 242	10 145 000	17 673 000	27 818 000	46,01%

Source : DGDDI et PLT

➤ La Direction Générale des Impôts et des Domaines (DGID)

Les recettes recouvrées par la DGID au premier semestre 2021 sont évaluées à 26,87 milliards de francs CFA sur une prévision annuelle de 60,35 milliards de francs CFA, soit un taux de réalisation de 44,52%, ce qui est inférieur à l'objectif de 50% à atteindre. En comparaison au 1^{er} semestre de l'année dernière, la réalisation de la DGID est en légère augmentation de 1,02%.

Le tableau ci-après présente les recettes recouvrées par la DGID à fin juin 2021.

Tableau n° 5 : Situation des recettes de la DGID au premier semestre 2021 (en milliers de francs CFA).

Nature des recettes	Réalisation au 1er semestre 2020	Prévision 2021	Réalisation au 1er trimestre 2021	Réalisation au 2e trimestre 2021	Réalisation au 1er semestre 2021	Taux de réalisation
Recettes fiscales	23 373 498	52 161 164	11 524 255	12 134 128	23 658 383	45,36%
Recettes non fiscales	2 368 342	6 438 088	1 422 403	996 176	2 418 579	37,57%
Recettes sur exercices antérieurs	5 800	18 076	3 994		3 994	22,10%
Produits divers et exceptionnels	848 360	1 730 584	382 348	404 697	787 045	45,48%
TOTAL	26 596 000	60 347 912	13 333 000	13 535 000	26 868 000	44,52%

Source : DGID et PLT

➤ La Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique (DGTCP)

La mobilisation des recettes de la DGTCP au premier semestre 2021 donne un montant de 8,45 milliards de francs CFA dont 4,5 milliards de retenues sur salaires qui sont comptabilisées dans les performances du Trésor Public. Les recettes recouvrées en cash se chiffrent à 3,99 milliards de FCFA, correspondant à un taux de réalisation de 27,1% des prévisions de 14,70 milliards de francs CFA.

Par rapport au 1^{er} semestre de l'année passée, il ressort une légère baisse de 1,70%.

La situation de la mobilisation des recettes de la DGTCP au 30 juin 2021 est retracée dans le tableau ci-après :

Tableau n° 6 : Situation des recettes de la DGTCP au 30 juin 2021 (en milliers de francs CFA).

	Réalisation au 1er semestre 2020	Prévision 2021	Réalisation au 1er trimestre 2021	Réalisation au 2e trimestre 2021	Réalisation au 1er semestre 2021	Taux réalisation
Recettes non fiscales	8 299 322	14 314 677	1 925 000	4 260 486	6 185 486	43,21%
Recettes sur exercices antérieurs					-	
Produits exceptionnels	300 678	384 752	2 154 000	114 514	2 268 514	589,60%
Taxes et Redevances					-	
Produits financiers					-	
TOTAL	8 600 000	14 699 429	4 079 000	4 375 000	8 454 000	57,51%

Source : DGTCP et PLT

b) Les emprunts

Au premier semestre 2021, le montant des emprunts s'élève à hauteur de 38,87 milliards de francs CFA constitué de Bon de Trésor (20,31 milliards de francs CFA) et de l'appui du FMI (18,55 milliards de francs CFA) au Gouvernement Centrafricain dans le cadre de la Facilité Elargie de Crédit (FEC) afin de soutenir la trésorerie.

II.1.2) Financement extérieur

Au 30 juin 2021, la mobilisation des ressources extérieures constituées uniquement des appuis projets s'élève à hauteur de 9,83 milliards de francs CFA représentant un taux de mobilisation de 7,96%.

En comparaison à la même période de l'année dernière, une baisse de 9,44 milliards de francs CFA a été constatée, expliquée par l'absence de mobilisation des appuis budgétaires et le retard accusé par le personnel du Ministère de l'Economie, du Plan et de la Coopération (MEPC) lors de la collecte des données (toujours provisoires) relatives aux appuis projets.

II.2) SITUATION DE L'EXECUTION DES DEPENSES BUDGETAIRES

L'exécution des dépenses publiques au premier semestre 2021 a été réalisée dans un contexte marqué par la propagation de la pandémie du Covid-19 et la crise militaro-politique obligeant le Gouvernement à suspendre provisoirement la prise en charge de certaines dépenses jugées non prioritaires en vue de réorienter ces fonds dans les secteurs de la santé, de la défense et de la sécurité.

La partie suivante fait le point sur l'exécution du budget de l'Etat en dépenses au 1^{er} semestre 2021, à partir des données extraites de l'applicatif de gestion des dépenses publiques GES'CO, et celles collectées auprès de la DGTCP et du Ministère de l'Economie, du Plan et de la Coopération en ce qui concerne les appuis projets.

II.2.1) Analyse de l'exécution du budget par titre de dépenses

L'exécution des dépenses par titre à fin juin 2021, affiche un niveau de réalisation d'un montant de 115,56 milliards de francs CFA sur une prévision annuelle de 331,25 milliards de francs CFA, soit un taux d'exécution de 34,89%. Parallèlement à la même période en 2020, il en ressort une baisse de 2,06%.

La synthèse de l'exécution des dépenses par titre au premier semestre 2021 est inscrite dans le tableau ci-après :

Tableau n° 7 : Situation des dépenses par titre budgétaire à fin juin 2021 (en milliers de francs CFA).

	Réalisation au 1 ^{er} semestre 2020	Prévision 2021	Réalisation au 1 ^{er} trimestre 2021	Réalisation au 2 ^e trimestre 2021	Réalisation au 1 ^{er} semestre 2021	Taux de réalisation
CHARGES	117 989 367	331 254 984	48 773 417	66 789 209	115 562 626	34,89%
Dépenses primaires	92 889 180	163 277 872	41 782 217	55 097 133	96 879 350	59,33%
Personnel	33 076 507	71 548 844	18 105 000	19 938 387	38 043 387	53,17%
Biens et services	28 142 105	42 494 098	12 778 453	18 875 510	31 653 963	74,49%
Frais financiers	-	4 844 390			-	0,00%
Transferts et subventions	23 291 360	44 390 540	10 898 764	16 283 236	27 182 000	61,23%
Dépenses d'investissement	33 479 395	151 999 082	6 991 200	11 692 076	18 683 276	12,29%
<i>Sur ressources propres</i>	14 208 614	28 537 001	6 991 200	1 858 800	8 850 000	31,01%
<i>Sur ressources extérieures</i>	19 270 781	123 462 081		9 833 276	9 833 276	7,96%
Dépenses de rembours. de la dette		15 978 030			-	
Solde budgétaire	5 511 414	- 43 749 191	5 639 583	- 10 307 933	- 3 723 350	

Sources : DGB (Ges'Co), PLT et DGPE (MEPC)

a) Dépenses primaires

A fin juin 2021, les dépenses primaires constituées des dépenses liées au traitement du personnel, au fonctionnement de l'administration, aux subventions accordées à certains organismes et les budgets extraordinaires en capital (BEC) sont exécutées à hauteur de 96,88 milliards de francs CFA sur une prévision annuelle de 163,28 milliards de francs CFA, soit un taux d'exécution de 59,33%. Par rapport à l'exercice antérieur de la même période, une augmentation de 4,30% a été observée.

✓ **Dépenses du personnel**

Sur une prévision annuelle de 71,55 milliards de francs CFA, les dépenses du personnel au premier semestre 2021 se chiffrent à hauteur de 38,04 milliards de francs CFA, soit un taux d'exécution de 53,17%, supérieur à la cible de 50% visée. En Comparaison au niveau d'exécution de la même période de l'année passée, une hausse de 15,02% a été observée, en liaison à la mise en application du nouveau Statut Spécial de la Police Centrafricaine et la prise en charge salariale des nouvelles recrues dans la Fonction Publique.

✓ **Dépenses des biens et services**

A fin juin 2021, sur une dotation annuelle de 42,49 milliards de francs CFA, le montant des dépenses des biens et services base engagement s'élève à 31,65 milliards de francs CFA, soit un taux d'exécution de 74,49%. Ce niveau d'engagement très élevé s'explique par la situation sécuritaire née de la crise post-électorale que le Gouvernement a eu à faire face.

✓ **Dépenses de transferts et subventions**

Au 1^{er} semestre 2021, sur une prévision de 44,39 milliards de francs CFA, l'exécution des dépenses de transferts et subventions s'élève à 27,18 milliards de francs CFA, soit un taux d'exécution de 61,23%. Par rapport à la même période en 2020, une hausse importante de 16,70% a été enregistrée. Celle-ci s'explique par la mise à disposition des subventions au profit des institutions de la République, la prise en charge des contributions aux organismes internationaux, la prise en charge des dépenses liées à la Covid-19.

b) Dépenses d'investissement

Au 1^{er} semestre 2021, les dépenses d'investissement ont été exécutées à hauteur de 18,68 milliards de francs CFA, sur une dotation de 152 milliards de francs CFA, soit un taux d'exécution de 12,29%. En comparaison à la même période de l'exercice 2020, une baisse de 44,19% a été constatée.

Ce faible taux d'exécution s'explique par le contexte marqué par la crise sécuritaire et la régulation budgétaire qui a entraîné la suspension de certaines dépenses d'investissement sur ressources propres et la faible exécution des dépenses d'investissements sur ressources extérieures.

c) Dépenses relatives au remboursement de la dette et des frais financiers

Les dépenses de remboursement de la dette et des frais financiers sont des opérations de trésorerie, et la Direction Générale du Budget procède à la régularisation dès la remontée des informations y relatives. Au cours du 1^{er} semestre 2021, aucune opération de régularisation n'a été effectuée.

d) Solde Budgétaire Global (SBG)

L'exécution Budgétaire à fin juin 2021 fait dégager un solde budgétaire déficitaire d'un montant de -3,72 milliards de francs CFA. Ce montant est loin de la réalité compte tenu des informations relatives aux opérations de trésorerie (remboursement de la dette et des frais financiers) qui ne sont pas encore remontées à la DGB.

II.2.2) Analyse des dépenses exécutées par Ordre de Paiement

L'analyse des dépenses effectuées par Ordre de Paiement affiche un niveau de réalisation d'un montant de 4,07 milliards de francs CFA, représentant un taux d'exécution de 2,99%, (hors salaires et investissements sur ressources extérieures).

Par rapport au semestre de l'année passée, il en ressort une hausse de 1,81 milliard de francs CFA.

Le tableau ci-après met en exergue les dépenses exécutées par Ordre de Paiement :

Tableau n° 8 : Dépenses exécutées en procédure exceptionnelle (OP) hors salaires et dette au 30 juin 2021 (en milliers de francs CFA).

Nature des dépenses	Exécution OP au 1er semestre 2020	Prévision 2021	Exécution OP au 1er trimestre 2021	Exécution OP au 2e trimestre 2021	Exécution OP au 1er semestre 2021	Taux d'exécution
Biens et services	1 567 727	42 494 098	1 123 282	2 048 180	3 171 462	7,46%
Frais financiers		4 844 390				
Intervention	694 109	44 390 540	684 428	217 723	902 151	2,03%
Investissement		28 537 001				
Remboursement de la dette		15 978 030				
Total	2 261 836	136 244 059	1 807 710	2 265 903	4 073 613	2,99%

Source : DGB (Ges'Co)

II.2.3) Analyse des dépenses sociales hors traitements de salaires

Les dépenses sociales recouvrent les dépenses des ministères de l'Education, de la Santé, des Affaires Sociales, de la Promotion de la Femme, de l'Elevage et de la Santé Animale, de l'Energie, des PME – PMI, de l'Agriculture et du Développement Rural.

Ces dépenses sont suivies dans le cadre du programme conclu avec la Banque Mondiale et sont constituées chacune des indicateurs. Le chiffre global de prévision des dépenses sociales s'élève à 101,30 milliards de francs CFA et leur exécution au premier semestre 2021 se chiffre à 10,37 milliards de francs CFA, soit un taux d'exécution de 10,24%. Ce faible taux d'exécution se justifie par la non disponibilité des données à ce jour des dépenses exécutées sur les ressources extérieures. Sur les 101,3 milliards de francs CFA des dépenses sociales projetées, 65,67 milliards de francs CFA doivent provenir des ressources extérieures.

La description des charges sociales est élaborée selon les titres de fonctionnement, d'intervention et d'investissement.

a) Fonctionnement

L'exécution des dépenses de fonctionnement des secteurs sociaux s'élève à hauteur de 5,62 milliards de francs CFA sur une prévision de 13,87 milliards de francs CFA, soit un taux d'exécution de 40,52%. Comparé à la même période de l'année dernière, une baisse de 3,96 milliards de francs CFA a été observée.

b) Intervention

Sur une dotation annuelle de 13,50 milliards de francs CFA, les dépenses d'intervention ont été engagées à l'ordre de 2,82 milliards de francs CFA, soit un taux de réalisation de 20,88% faisant apparaître une réduction de 1,5 milliard de francs CFA en comparaison à la même période de l'année 2020.

c) Investissement

L'exécution des dépenses d'investissements au premier semestre 2021 se chiffre à 1,93 milliards de francs CFA sur une dotation de 73,93 milliards de francs CFA, soit un taux d'exécution de 2,61%. Il en ressort le constat d'une baisse importante de 11,52 milliards de francs CFA d'après l'analyse comparative de la même période de l'exercice antérieur.

Le tableau ci-dessous met en relief les dépenses au profit des secteurs sociaux :

Tableau n° 9 : Récapitulatif des dépenses sociales au 30 juin 2021 (en milliers de francs CFA).

	Dotation 2021	Réalisations au 1er Trimestre 2021	Réalisations au 2e Trimestre 2021	Réalisations au 1er semestre 2021	Taux d'exécution
Education	13 997 843	1 335 384	2 166 589	3 501 973	25,02%
Titre II: Fonctionnement	4 845 206	435 384	1 691 970	2 127 354	43,91%
Titre IV: Intervention	2 973 500	900 000	474 619	1 374 619	46,23%
Titre V: Investissement	6 179 137	-	-	-	0,00%
<i>Sur ressources propres</i>	999 387				
<i>Sur ressources extérieures</i>	5 179 750				
Santé	40 075 461	2 786 818	3 342 603	6 129 421	15,29%
Titre II: Fonctionnement	7 492 171	858 213	2 297 677	3 155 890	42,12%
Titre IV: Intervention	5 347 750	135 500	984 960	1 120 460	20,95%
Titre V: Investissement	27 235 540	1 793 105	59 966	1 853 071	6,80%
<i>Sur ressources propres</i>	4 737 355	1 793 105	59 966	1 853 071	
<i>Sur ressources extérieures</i>	22 498 185				
Action Humanitaire	2 946 241	39 336	106 081	145 417	4,94%
Titre II: Fonctionnement	135 063	4 136	70 083	74 219	54,95%
Titre IV: Intervention	1 101 219	35 200	700	35 900	3,26%
Titre V: Investissement	1 709 959	-	35 298	35 298	2,06%
<i>Sur ressources propres</i>	61 800		35 298	35 298	
<i>Sur ressources extérieures</i>	1 648 159				
Promotion de la	1 323 247	14 250	42 862	57 112	4,32%

Femme						
Titre II: Fonctionnement	127 750	14 250	42 862	57 112	44,71%	
Titre IV: Intervention	315 000			-	0,00%	
Titre V: Investissement	880 497	-	-	-	0,00%	
<i>Sur ressources propres</i>	104 500					
<i>Sur ressources extérieures</i>	775 997					
Développement Rural	14 059 723	16 907	110 593	127 500	0,91%	
Titre II: Fonctionnement	419 661	1 449	80 537	81 986	19,54%	
Titre IV: Intervention	2 193 000	15 458	30 056	45 514	2,08%	
Titre V: Investissement	11 447 062	-	-	-	0,00%	
<i>Sur ressources propres</i>	485 274					
<i>Sur ressources extérieures</i>	10 961 788					
Elevage et Santé Animale	474 650	-	68 786	68 786	14,49%	
Titre II: Fonctionnement	190 150		11 786	11 786	6,20%	
Titre IV: Intervention	171 500		57 000	57 000	33,24%	
Titre V: Investissement	113 000	-	-	-	0,00%	
<i>Sur ressources propres</i>	113 000					
<i>Sur ressources extérieures</i>						
Energie	27 822 703	318 776	-	29 995	288 781	1,04%
Titre II: Fonctionnement	337 300	15 181		34 600	49 781	14,76%
Titre IV: Intervention	1 219 768	259 755	-	64 595	195 160	16,00%
Titre V: Investissement	26 265 635	43 840		-	43 840	0,17%
<i>Sur ressources propres</i>	1 657 500	43 840			43 840	
<i>Sur ressources extérieures</i>	24 608 135				-	
PME-PMI	296 202	35 625	4 500	40 125	13,55%	
Titre II: Fonctionnement	37 750		4 500	4 500	11,92%	
Titre IV: Intervention	160 000	35 625		35 625	22,27%	
Titre V: Investissement	98 452	-	-	-	0,00%	
<i>Sur ressources propres</i>	98 452					
<i>Sur ressources extérieures</i>						
Total Fonctionnement	13 869 551	1 328 613	4 291 015	5 619 628	40,52%	
Total Intervention	13 500 387	1 381 538	1 437 526	2 819 064	20,88%	
Total Investissement	73 929 282	1 836 945	95 264	1 932 209	2,61%	
<i>Sur ressources propres</i>	8 257 268	1 836 945	95 264	1 932 209	23,40%	
<i>Sur ressources extérieures</i>	65 672 014	-	-	-	0,00%	
Total sur ressources propres	35 627 206	4 547 096	5 823 805	10 370 901	29,11%	
TOTAL GENERAL	101 299 220	4 547 096	5 823 805	10 370 901	10,24%	

Sources : DGB et DGPE (MEPC)

II.2.4) Analyse des dépenses spécifiques

Les dépenses spécifiques sont constituées des dépenses liées aux missions à l'étranger et celles relatives aux évacuations sanitaires.

Au premier semestre 2021, l'exécution des dépenses liées aux missions à l'étranger s'élève à l'ordre de 1,21 milliard de francs CFA sur une dotation de 2 milliards de francs CFA représentant un taux d'exécution de 60,44%.

L'exécution des dépenses liées aux évacuations sanitaires s'élève à hauteur de 1,03 milliard de francs CFA sur une prévision annuelle de 1,05 milliards de francs CFA, représentant un taux d'exécution de plus de 98,46%.

Le tableau ci-dessous présente l'état des dépenses spécifiques par nature économique :

Tableau n° 10 : Exécution des dépenses spécifiques à fin juin 2021 (en milliers de francs CFA).

Natures des dépenses	Prévision 2021	Engagements au 1er trimestre 2021	Engagements au 2e trimestre 2021	Engagements au 1er semestre 2021	Taux
Mission à l'étranger	2 000 000	161 119	1 047 758	1 208 877	60,44%
<i>Indemnités</i>	1 000 000	70 950	385 450	456 400	45,64%
<i>Frais de transport</i>	1 000 000	90 169	662 308	752 477	75,25%
Evacuation sanitaire	1 050 000	772 743	261 090	1 033 833	98,46%
<i>Frais de transport</i>	300 000	105 173	42 844	148 017	49,34%
<i>Frais d'hospitalisation</i>	750 000	667 570	218 246	885 816	118,11%

Source : DGB (Ges'Co)

III. PERSPECTIVES

La tenue prochaine du dialogue républicain pourrait apaiser le climat politique et favoriserait le rétablissement de l'autorité de l'Etat sur toute l'étendue du territoire ; et les mesures vigoureuses mises en œuvre au niveau des régies financières permettraient de mobiliser plus de recettes domestiques afin de faire face aux dépenses sans cesse croissantes.



Alexis GUENENGAFO
Directeur Général du Budget